

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Affaires décentralisées

3ème DIRECTION

22ème BUREAU

Installations Classées

Rappeler dans votre réponse les indications
ci-dessus et faire figurer obligatoirement
sur l'enveloppe l'adresse postale suivante

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

Place de Verdun

Boîte Postale 1046

38021 GRENOBLE CEDEX

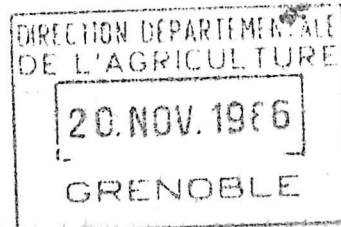
TELEPHONE 16 76.54.81.31

ARRÊTÉ n° 86-5664

LL/LL

n° 21.983

Le Préfet, Commissaire
de la République du
Département de l'Isère,
Chevalier de la Légion d'Honneur,



VU la loi n° 76.663 du 19 Juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement modifiée ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 Septembre 1977 pris pour application de la loi précitée, modifié ;

VU le décret n° 50.578 du 20 Mai 1953, modifié ;

VU l'article 17 de la loi du 19 Juillet 1976 fixant les modalités de recouvrement de la taxe applicable aux Installations Classées pour la protection de l'environnement ;

VU la demande avec les plans y afférents en date du 7 Mai 1985 présentée par la Chambre de Commerce et d'Industrie de VIENNE en vue d'être autorisée à exploiter un silo à céréales à SALAISE sur SANNE "Port de VIENNE SUD" ;

VU les avis de l'Inspecteur des Installations Classées en date des 22 Juillet et 29 Août 1985 ;

VU le procès-verbal de l'enquête publique ouverte le 23 Septembre 1985 et close le 22 Octobre 1985 à SALAISE sur SANNE et les certificats d'affichage ;

VU l'avis de M. Jean MEDALIN Commissaire Enquêteur ;

VU l'avis du Conseil Municipal de SALAISE sur SANNE en date du 27 Septembre 1985 ;

VU l'avis des Conseils municipaux de :

FELINES en date du 12 Septembre 1985

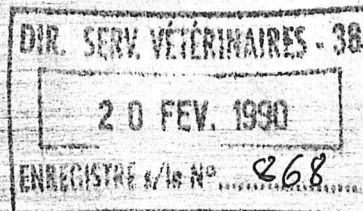
PEAGE de ROUSSILLON en date du 19 Septembre 1985

CHARNAS en date du 28 Septembre 1985

ROUSSILLON en date du 2 Octobre 1985

CHANAS en date du 18 Octobre 1985

SABLONS en date du 22 Octobre 1985.



VU l'avis du Directeur départemental de l'Equipeement, en date du 27 Septembre 1985 ;

VU l'avis du Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, en date du 22 Novembre 1985 ;

VU l'avis du Directeur départemental des affaires Sanitaires et Sociales en date du 26 Août 1985 ;

VU l'avis de l'Inspecteur du Travail en date du 19 Septembre 1985 ;

VU l'avis du Directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours en date du 26 Août 1985 ;

VU l'avis du Directeur départemental de la Protection Civile en date du 15 Novembre 1985 ;

VU l'avis de l'Ingénieur en Chef du Service de la Navigation de LYON, en date du 24 Mars 1986 ;

VU les arrêtés en date des 13 Février, 23 Avril et 28 Juillet 1986 prorogeant le délai d'instruction de la demande de la Chambre de Commerce et d'Industrie de VIENNE ;

VU la lettre en date du 28 Août 1986 invitant le demandeur à se faire entendre par le Conseil départemental d'Hygiène et lui communiquant les propositions de l'Inspecteur des Installations Classées ;

VU l'avis du Conseil départemental d'hygiène en date du 4 Septembre 1986 ;

VU la lettre en date du **16 OCT. 1986** communiquant au requérant le projet d'arrêté statuant sur sa demande ;

~~VU la réponse du requérant en date du~~

VU l'ensemble des pièces figurant au dossier

CONSIDERANT que l'établissement projeté est soumis à autorisation pour l'activité visée sous le n° 376 bis 1° de la nomenclature ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La Chambre de Commerce et d'industrie de VIENNE, dont le siège social est 2 Place Saint Pierre B.P 209 38201 VIENNE CEDEX, est autorisée à exploiter un silo à céréales à SALAISE sur SANNÉ "Port de VIENNE SUD" aux conditions définies aux articles 2 et 3 ci-après.

ARTICLE 2 - Les prescriptions particulières applicables à un silo à céréales d'un volume de stockage de 16 800 m³ et d'une puissance de 363 kw (n° 376 bis) seront celles ci-annexées.

17467 m³ selon rapport au C.D.H. ?

1380

.../...

Contradictions
avec
art. 3 bis P.T.
annexées

ARTICLE 3 - L'exploitant devra en outre se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II du Code du Travail et aux décrets réglementaires et arrêtés pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des Travailleurs, notamment au décret du 17 Juillet 1913 visant les mesures générales de protection et de salubrité.

ARTICLE 4 - L'Etablissement devra être ouvert dans le délai de trois années à partir de la notification. Dans le cas contraire, le permissionnaire avisera le Préfet par lettre recommandée, en indiquant, le cas échéant les raisons de force majeure qui seraient de nature à expliquer ce retard. Il en sera de même s'il veut reprendre son exploitation après une interruption de deux années consécutives.

ARTICLE 5 - Le permissionnaire sera tenu, en outre, de se conformer à toutes les mesures que l'Administration croira devoir lui imposer ultérieurement dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques, sans qu'il puisse prétendre à aucun dédommagement.

ARTICLE 6 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés, notamment les droits du propriétaire des sols.

ARTICLE 7 - La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire de satisfaire, le cas échéant, aux prescriptions de la réglementation en vigueur en matière de voirie et de permis de construire.

ARTICLE 8 - Tout exercice d'une activité nouvelle classée, tout transfert dans un autre emplacement, toute transformation, toute extension de l'exploitation devra faire l'objet d'une demande préalable d'autorisation au Préfet.

ARTICLE 9 - En cas de changement d'exploitant, le successeur est tenu d'en faire la déclaration au Préfet dans le mois suivant.

ARTICLE 10 - La mise en fonctionnement ou la cessation d'activité de l'établissement entraîne l'obligation pour l'exploitant d'en faire la déclaration dans un délai de 30 jours au Préfet, Commissaire de la République du Département de l'Isère, Service des Installations Classées.

ARTICLE 11 - L'intéressé ne pourra exercer ses activités tant qu'il n'aura pas satisfait à la totalité des conditions imposées par l'arrêté préfectoral d'ouverture, sous réserve que l'exercice des activités soit compatible avec les dispositions du plan d'occupation des sols (POS) de la commune et du Règlement Sanitaire départemental.

ARTICLE 12 - Un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté déposé aux archives de la Mairie, est tenue à la disposition de tout intéressé sera affiché à la porte de la Mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 13 - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

../...

ARTICLE 14 - Le Secrétaire Général de l'Isère, le SOus-Préfet, Commissaire Adjoint de la République de l'arrondissement de VIENNE, le Maire de SALAISE sur SANNE et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé.

GRENOBLE, le 12 NOV. 1986

LE PREFET,
Commissaire de la République
du Département de l'Isère,

Pour le Préfet:
Le Secrétaire Général,

POUR AMPLIATION
Le Chef de Bureau,

Joël GADBIN



M. COMMON



VU pour être annexé à mon arrêté

en date de ce jour.

GRENOBLE, le

12 NOV. 1983

Pour le Préfet

Le Chef de Bureau délégué.



M. Common

ANNEXE

PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'ARRETE

M. COMMON

DU 11 AOUT 1983

INSTRUCTION TECHNIQUE RELATIVE AUX SILOS DE STOCKAGE DE CEREALES, GRAINES, PRODUITS ALIMENTAIRES ET TOUS AUTRES PRODUITS ORGANIQUES DEGAGEANT DES POUSSIERS INFLAMMABLES.

TITRE 1er

LOCALISATION

Article 1er

Implantation

L'établissement sera implanté conformément aux plans joints au dossier de demande d'autorisation.

Outre les dispositions prévues à l'article 3 du décret du 21 septembre 1977, les plans joints au dossier de demande d'autorisation devront mentionner clairement la nature et la localisation des éléments situés dans le voisinage ou sur le site d'implantation même de l'établissement, et dont les risques potentiels sont susceptibles d'aggraver les dangers présentés par les silos et leurs installations annexes ou, à l'inverse, d'être exposés à ces mêmes dangers.

Article 2

Distance d'éloignement des silos

Les silos seront implantés à une distance au moins égale à 53,20 mètres de toute installation fixe occupée par des tiers.

TITRE II

CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT

Article 3

Nature et capacité des installations

Le demandeur est autorisé à exploiter un silo du type axe vertical dont la capacité maximale de stockage est de 17 467 mètres cubes. La puissance totale concourant au fonctionnement des installations, hors ventilation, est de 380 KW.

Les produits stockés ou manipulés seront : des céréales, oléagineux et tourteaux.

L'établissement comprendra l'ensemble des installations classées pour la protection de l'environnement dont la liste suit :

RUBRIQUE de la nomenclature	DESIGNATION	CARACTERISTIQUES
89	Nettoyage de substances végétales	2 KW donc non classable
376 bis - 1e	Silos de stockage de céréales, etc...	17 467 m3 et 378 KW donc autorisation
361 B	Compresseur à air fonctionnant à 6 bars	15 KW donc non classable

Toute modification de la nature des produits stockés ainsi que toute extension de la puissance installée ou de la capacité de stockage devra faire l'objet d'une demande préalable auprès du commissaire de la République.

TITRE III

CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 4

Limitation des effets d'une explosion éventuelle

Les parois de la tour d'élévation et des ateliers exposés aux poussières seront munies de dispositifs permettant de limiter les effets d'une éventuelle explosion.

Les toitures et couvertures des cellules seront réalisées en matériaux légers de manière à offrir le moins de résistance possible en cas d'explosion. Les surfaces d'évents seront conformes au dossier de demande d'autorisation.

Article 5

Stabilité au feu des structures

La stabilité au feu des structures devra être compatible avec les délais d'intervention des services d'incendie et de secours. L'usage de matériaux combustibles sera limité.

Article 6

Evacuation du personnel

L'installation de stockage devra comporter des moyens rapides d'évacuation pour le personnel avec au moins deux issues éloignées l'une de l'autre sur deux faces opposées du bâtiment (un escalier dans la tour et une échelle à crinoline contre la cellule la plus éloignée de la tour).

Les schémas d'évacuation seront préparés par l'exploitant et affichés en des endroits fréquentés par le personnel.

Un exercice d'évacuation aura lieu tous les ans.

Article 7

Intervention des services d'incendie et de secours

Les abords du silo ainsi que l'aménagement des ateliers et locaux intérieurs seront conçus de manière à permettre une intervention rapide et aisée des services d'incendie et de secours.

Les éléments d'information nécessaires à de telles interventions seront matérialisés sur les sols et bâtiments de manière apparente.

Les schémas d'intervention seront revus à chaque modification de la construction ou du mode de gestion de l'établissement. Ils seront adressés à l'inspecteur départemental des services d'incendie et de secours.

Article 8

Aménagement des locaux

Les communications entre les ateliers seront limitées.

Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations devront être aussi réduites que possible.

Les galeries et tunnels de transporteurs devront être conçus de manière à faciliter tous travaux d'entretien, de réparation ou de nettoyage des éléments des transporteurs.

L'ensemble des installations sera conçu de manière à réduire le nombre des pièges à poussières tels que surfaces planes horizontales (en dehors des sols), revêtements muraux ou sols rugueux, enchevêtrements de tuyauteries, coins reculés difficilement accessibles.

TITRE IV

LIMITATION DES EMISSIONS DE POUSSIÈRES A L'INTERIEUR DES INSTALLATIONS

Article 9

Capotage des sources émettrices de poussières

Les appareils à l'intérieur desquels il sera procédé à des manipulations de produits devront être conçus de manière à limiter les émissions de poussières dans les ateliers.

Les sources émettrices de poussières (jetées d'élévateurs ou de transporteurs...) devront être capotées et munies de dispositifs d'aspiration et de canalisation de l'air poussiéreux.

Cet air sera dépoussiéré dans les conditions prévues au titre VI (art. 24).

Article 10

Utilisation de transporteurs ouverts

L'usage de transporteurs ouverts ne sera autorisé que si leur vitesse est inférieure à 3,5 mètres par seconde.

L'exploitant veillera de plus à éviter les courants d'air au-dessus de ce type d'installation.

Article 11

Aires de chargement et de déchargement

Les aires de chargement et de déchargement des produits seront de préférence extérieures aux silos.

Dans le cas contraire, elles seront isolées de ces derniers par des parois étanches aux poussières et résistantes au feu.

Ces aires seront suffisamment ventilées de manière à éviter la création d'une atmosphère explosive. Elles seront périodiquement nettoyées.

Si ces installations sont munies de dispositifs de captation d'air poussiéreux, le rejet à l'atmosphère se fera dans les conditions prévues au titre VI, article 24.

Article 12

Nettoyage des locaux

Tous les locaux seront débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois et les machines.

La fréquence des nettoyages sera fixée sous la responsabilité de l'exploitant.

La quantité de poussières fines déposées sur le sol d'un atelier ne devra pas être supérieure à 40 grammes par mètre carré sur une surface qui aura été définie en accord avec l'inspecteur des installations classées, comme étant représentative de l'état de l'atelier.

L'inspecteur des installations classées pourra faire procéder à des mesures de retombées de poussières à l'intérieur des locaux ; les frais qui en résulteront seront à la charge de l'exploitant.

Le nettoyage des ateliers sera, partout où cela sera possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration.

Le matériel utilisé pour le nettoyage devra présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage devra faire l'objet de consignes particulières.

TITRE V

PREVENTION DES INCENDIES ET EXPLOSIONS

Article 13

Elimination des corps étrangers contenus dans les produits

Des grilles seront mises en place sur les fosses de réception. La maille

sera calculée de manière à retenir au mieux les corps étrangers.

S'il est procédé à d'autres opérations que celles purement liées au stockage des produits, ces derniers devront avoir été préalablement débarrassés des corps étrangers (pierres, métaux ...) risquant de provoquer des étincelles lors de chocs ou de frottements.

Cette disposition est applicable à toutes les installations procédant à un transport pneumatique interne des produits.

Article 14

Surveillance des conditions de stockage

L'exploitant devra s'assurer que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentations risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables.

La température des produits dans les cellules sera contrôlée périodiquement et toute élévation anormale devra pouvoir être signalée au tableau général de commande.

Article 15

Installations électriques

Le matériel électrique basse tension sera conforme à la norme NF C 15 - 100.

Le matériel électrique haute tension sera conforme aux normes NF C 13 - 100 et NF C 13 - 200.

En outre, les installations électriques utilisées dans les locaux exposés aux poussières devront être conformes à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'incendie et d'explosion (arrêté ministériel du 31 mars 1980).

Article 16

Mise à la terre des installations exposées aux poussières

Les appareils et masses métalliques (machines, manutention ...) exposés aux poussières devront être mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.

La mise à la terre sera unique et effectuée suivant les règles de l'art ; elle sera distincte de celle du paratonnerre éventuel.

La valeur des résistances de terre sera périodiquement vérifiée et devra être conforme aux normes en vigueur.

Les matériaux constituant les appareils en contact avec les produits devront être suffisamment conducteurs afin d'éviter toute accumulation de charges électrostatiques.

Article 17

Suppression des sources d'inflammation dans les locaux exposés aux poussières

Aucun feu nu, point chaud ou appareil susceptible de produire des étincelles ne pourra être maintenu ou apporté même exceptionnellement, dans les locaux exposés aux poussières, que les installations soient en marche ou à l'arrêt, en dehors des conditions prévues à l'article 21.

Les sources d'éclairage, fixes ou mobiles devront être protégées par des enveloppes résistantes au choc.

Les centrales de production d'énergie, en dehors des installations de compression, seront extérieures aux silos. Les produits inflammables seront stockés dans des locaux prévus à cet effet.

Article 18

Prévention et détection de dysfonctionnements des appareils exposés aux poussières

Les organes mécaniques mobiles seront protégés contre la pénétration des poussières ; ils seront convenablement lubrifiés et vérifiés.

Les grâines d'élévateurs seront munies de regards ou de trappes de visite.

Les organes mobiles risquant de subir des échauffements seront périodiquement contrôlés.

En outre, l'exploitant établira un carnet d'entretien qui spécifiera la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel.

Les élévateurs, transporteurs, moteurs... devront être équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement.

Si le transport des produits est effectué par voie pneumatique, la taille des conduites sera calculée de manière à assurer une vitesse suffisante pour éviter les dépôts ou bourrages.

Les roulements et paliers des arbres d'entraînement des élévateurs seront disposés à l'extérieur de la gaine.

Article 19

Signalement des incidents de fonctionnement

Les silos devront être équipés d'appareils de communication ou d'arrêt d'urgence permettant au personnel de signaler ou de prévenir rapidement tout incident, soit automatiquement, soit par tout autre moyen défini par l'exploitant.

Ce dernier dressera une liste exhaustive des opérations à effectuer (arrêt des machines...) en fonction de la nature et de la localisation de l'incident. Il sera précisé si ces opérations sont effectuées automatiquement ou manuellement.

Tout incident grave ou accident devra être immédiatement signalé à l'inspecteur des installations classées à qui l'exploitant remettra dans les plus brefs délais un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident, ainsi que les mesures envisagées pour éviter le renouvellement d'un tel fait, conformément aux dispositions prévues à l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 20

Consignes de sécurité

L'exploitant établira les consignes de sécurité que le personnel devra respecter, ainsi que les mesures à prendre (évacuation, arrêt des machines...) en cas d'incident grave ou d'accident.

Ces consignes seront portées à la connaissance du personnel et affichées à l'intérieur de l'établissement, dans des lieux fréquentés par le personnel.

Le personnel sera régulièrement entraîné au maniement des moyens de secours.

Article 25

Contrôle des émissions

L'exploitant procédera à des mesures régulières des émissions de poussières. La fréquence de ces mesures sera déterminée par l'Inspecteur des Installations Classées à qui les résultats seront transmis.

En outre, l'Inspecteur des Installations Classées pourra, au besoin, faire procéder à des mesures complémentaires.

Les frais qui en résulteront seront à la charge de l'exploitant.

Article 26

Emissions diffuses

Toutes précautions seront prises afin de limiter les émissions diffuses de poussières dans l'environnement lors du chargement ou du déchargement des produits.

Article 27

Conception des installations de dépoussiérage

Les installations de dépoussiérage seront aménagées et disposées de manière à permettre les mesures de contrôle des émissions de poussières dans de bonnes conditions. Leur bon état de fonctionnement sera périodiquement vérifié.

De manière à limiter les risques liés à une éventuelle explosion dans les installations de dépoussiérage, celles-ci seront, autant que possible, situées à l'extérieur des structures rigides de l'installation.

Les canalisations amenant l'air poussiéreux dans les installations de dépoussiérage seront conçues et calculées de manière à ce qu'il ne puisse pas se produire de dépôts de poussières.

TITRE VII

PREVENTION DES NUISANCES DUES AU BRUIT

Article 28

Les prescriptions de l'instruction ministérielle du 20 août 1985 relative au bruit des installations classées sont applicables.

En limite de propriété de l'établissement, les niveaux acoustiques admissibles seront :

Période de jour	65 dBA
Période de nuit (1)	55 dBA
Période intermédiaire	60 dBA

Article 29

Les véhicules et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes à la réglementation en vigueur, (les engins de chantier seront d'un type homologué au titre du décret du 18 avril 1969 et des textes subséquents).

(1) Ainsi que les dimanches et jours fériés.

Article 21

Permis de feu

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement sortant du domaine de l'entretien courant ne pourront être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier aura nommément désignée.

Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu.

Lorsque les travaux auront lieu dans une zone présentant des risques importants, celle-ci devra être à l'arrêt et avoir été débarrassée de toutes poussières.

Des visites de contrôle seront effectuées après toute intervention.

Article 22

Matériel de lutte contre l'incendie

L'établissement sera pourvu du matériel nécessaire à la lutte contre l'incendie.

Ce matériel comprendra :

- 1 colonne sèche de diamètre 100 mm avec piquage et vanne en diamètre 70 mm vers chaque cellule et diffuseur dans chaque cellule,
- extincteurs réglementaires.

TITRE VI

PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

Article 23

Ventilation des cellules

Si les cellules de stockage sont aérées ou ventilées, la vitesse du courant d'air à la surface du produit devra être inférieure à 10 cm/s de manière à limiter les entraînements de poussières.

Le rejet à l'atmosphère de l'air utilisé pour l'aération ou la ventilation des cellules ne pourra se faire que sous réserve du respect des caractéristiques minimales de concentration en poussières énoncées à l'article 24.

Dans le cas contraire, l'air sera dépoussiéré et les rejets se feront dans les conditions prévues à l'article 24.

Article 24

Dépoussiérage

Les rejets gazeux collectés dans les conditions prévues aux articles 9, 11 et 23 devront faire l'objet d'un dépoussiérage. La concentration en poussière au rejet à l'atmosphère sera inférieure à 150 mg par Nm³.

En outre, le flux total de poussières rejetées à l'atmosphère sera inférieur à 10 kg par heure en moyenne sur 24 heures.

Article 30

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirène, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

TITRE VIII

INSTALLATIONS DE COMBUSTION

Article 31

Néant

TITRE IX

INSTALLATIONS DE REFRIGERATION ET COMPRESSION

Article 32

Un compresseur à air de 15 KW à 6 bars de pression avec un ballon de 1 m3 permettant le fonctionnement des asservissements pneumatiques du silo.

TITRE X

DEPOTS DE LIQUIDES INFLAMMABLES OU DE GAZ COMBUSTIBLES LIQUEFIES

Article 33

Néant

TITRE XI

CARACTERISTIQUES DES EAUX RESIDUAIRES

Article 34

L'installation sera équipée d'un WC, d'un lavabo et d'une douche. Le WC sera raccordé à une fosse septique avec filtre épurateur, le lavabo et la douche à un bac dégraisseur. L'ensemble sera raccordé au réseau d'eaux pluviales qui se rejettera dans le canal d'amenée de la chute du Péage de Roussillon.

TITRE XII

UTILISATION ET STOCKAGE DE PRODUITS INSECTICIDES, RATICIDES ...

Article 35

La quantité de produits insecticides et raticides utilisés sera inférieure

à deux tonnes par an.

Les prescriptions concernant le stockage et la mise en oeuvre de ces produits tiendront compte des impératifs de maintien de la sécurité des installations. Ce stockage sera réalisé à l'extérieur du silo ; seuls deux fûts d'insecticide en utilisation seront situés au niveau zéro de la tour.

TITRE XIII

RECUPERATION ET ELIMINATION DES DECHETS

Article 36

L'exploitant tiendra à jour un relevé précisant la nature et la quantité de déchets produits ainsi que leur destination.

Ces déchets seront éliminés dans des installations régulièrement autorisées au titre de la loi du 19 juillet 1976.

=====